



## CHAPITRE 92

Loi modifiant la charte de la cité de Joliette

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Joliette a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 25-26 George V, chapitre 124, modifiée par les lois 10 George VI, chapitre 63, et 12 George VI, chapitre 57, soit de nouveau modifiée et qu'il lui soit accordé de plus amples pouvoirs;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 233,  
a. 64,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**1.** L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 39 et remplacé, pour la cité, par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 63, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Frais de représentation.

**"64.** Comme frais de représentation, le maire et les échevins recevront une somme annuelle de mille dollars pour le maire, et de cinq cents dollars pour les échevins, pourvu qu'ils aient assisté à au moins les deux tiers des séances du conseil durant l'année écoulée.

Effet rétroactif.

Le présent article aura effet à compter du 1er février 1950."

1935,  
c. 124,  
aa. 19, 20,  
ab.

**2.** Les articles 19 et 20 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, sont abrogés.

## CHAPTER 92

An Act to amend the charter of the city of Joliette

[Assented to, the 29th of March, 1950]

**W**HEREAS the city of Joliette has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that its charter, the act 25-26 George V, chapter 124, amended by the acts 10 George VI, chapter 63 and 12 George VI, chapter 57, be again amended and that it be granted more extensive powers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 64 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), amended by section 1 of the act 8 George VI, chapter 39 and replaced, for the city by section 4 of the act 10 George VI, chapter 63, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 64, re-  
placed for  
city.

**"64.** As representation expenses, the mayor and aldermen shall receive an annual sum of one thousand dollars for the mayor, and of five hundred dollars for the aldermen, provided they have attended at least two-thirds of the sittings of the council during the year.

Representa-  
tion  
expenses.

This section shall take effect as from the 1st of February, 1950."

Retroac-  
tive effect.

**2.** Sections 19 and 20 of the act 25-26 George V, chapter 124, are repealed.

1935,  
c. 124,  
ss. 19, 20,  
repealed.

Effet rétroactif.

La présente disposition est censée être en vigueur depuis le 1er mai 1949.

This provision is deemed to be in force since the 1st of May, 1949. Retroactive effect.

S.R.,  
c. 233,  
a. 426a,  
aj. pour la  
cité.

**3.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 426, le suivant:

**3.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 426, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426a,  
added, for  
city.

Plan requis.

**"426a.** Sans préjudice des dispositions de l'article 20 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320) tout propriétaire qui subdivise son terrain doit déposer au greffe de la cité deux copies du plan officiel de la subdivision projetée avant de le transmettre au bureau du ministre des terres et forêts.

**"426a.** Without prejudice to the provisions of section 20 of the Cadastre Act (Revised Statutes, 1941, chapter 320), every proprietor who subdivides his land must deposit with the city clerk two copies of the official plan of the proposed subdivision before sending it to the office of the Minister of Lands and Forests.

Plans required.

Amende.

Le défaut de se conformer à cette formalité rend le propriétaire en défaut passible envers la cité d'une amende de cinq dollars par jour et tant que durera le défaut et la cité ne pourra être tenue d'émettre aucun permis de construction sur un lot de cette subdivision."

Failure to comply with this formality renders the proprietor in default liable towards the city to a fine of five dollars per day and as long as the default continues and the city shall not be bound to issue any permit for building on a lot of such subdivision."

Fine.

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la cité.

**4.** Le paragraphe 11<sup>a</sup> de l'article 427 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 12 de la loi 10 George VI, chapitre 63, est abrogé.

**4.** Paragraph 11a of section 427 of the Cities and Towns Act, enacted, for the city, by section 12 of the act 10 George VI, chapter 63, is repealed. R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
city.

Idem.

**5.** Le paragraphe 11<sup>a</sup> de l'article 427 de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 57, est abrogé.

**5.** Paragraph 11a of section 427 of the Cities and Towns Act, enacted, for the city, by section 1 of the act 12 George VI, chapter 57, is repealed. Idem.

Id.,  
a. 428,  
am. pour  
la cité.

**6.** Le paragraphe 6<sup>o</sup> de l'article 428 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par le paragraphe a de l'article 42 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, subséquemment remplacé par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 57, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

**6.** Paragraph 6 of section 428 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by paragraph a of section 42 of the act 25-26 George V, chapter 124, subsequently replaced by section 2 of the act 12 George VI, chapter 57, is again replaced, for the city, by the following: Id., s. 428,  
am. for  
city.

Placards, etc.

**"6<sup>o</sup>** Pour permettre, moyennant le paiement d'une taxe de cinq centins du pied carré, réglementer et prohiber l'affichage de placards ou de panneaux-réclame; pour prohiber l'affichage ou l'exposition de placards indécents ou de peintures, d'esquisses, statues ou inscriptions obscènes, dans toute rue ou place publique ou dans toute boutique ou tout autre endroit visible de toute rue ou place publique."

**"6.** To permit, for the payment of a tax of five cents per square foot, regulate and prohibit the posting of placards and sign-boards; to prohibit the posting or exposing of indecent placards or of paintings, drawings, statues or obscene inscriptions, in any street or public place or in any shop or in any other place visible from any street or public place."

Placards, etc.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la cité.

**7.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 27<sup>b</sup>, édicté par l'arti-

**7.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 27b thereof, as enacted by sec-

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
city.

cle 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, par le suivant:

Permis de taxi, etc.

"27<sup>b</sup>. Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la cité un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi; pour décréter l'assurance obligatoire des propriétaires de taxis en faveur des passagers et contre la responsabilité publique, ainsi que l'imposition et l'inspection de taximètres;"

S.R., c. 233, a. 429a, aj. pour la cité.

**8.** L'article 429a de la Loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 15 de la loi 10 George VI, chapitre 63, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Billet d'assignation.

"**429a.** Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la police de la cité.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Paiement.

Toute personne en possession de ce billet d'assignation, peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle, en se présentant au département de la police de la cité et en y payant, à titre d'amende, une somme de deux dollars. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de ce billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix peut porter contre elle une plainte conformément à la loi; mais aux fins de ladite plainte, le propriétaire dudit véhicule est présumé responsable de l'infraction.

Perception validée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la cité, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir

tion 7 of the act 11 George VI, chapter 59, by the following:

"27<sup>b</sup>. To oblige every taxi owner to obtain from the city an annual permit not exceeding twenty-five dollars per taxi; to order compulsory insurance of taxi owners in favour of passengers and respecting public responsibility, as well as the imposition and inspection of taximeters;"

Taxi permit, etc.

**8.** Section 429a of the Cities and Towns Act, enacted, for the city, by section 15 of the act 10 George VI, chapter 63, is replaced, for the city, by the following:

S.R., c. 233, s. 429a, added, for city.

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the peace officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the city police department.

Notice of summons.

The preceding provisions shall not prevent the peace officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or to cause the issue of a summons according to law.

Complaint.

Any person in possession of such notice of summons may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city police department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the peace officer may lodge against him a complaint according to law; but for the purposes of such complaint, the owner of the said vehicle is presumed responsible for the infraction.

Complaint.

The sums already collected as fines by the city, according to this mode of collection of fines, are declared to have been

Collection ratified.

été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir."

legally collected and the city is authorized to retain the same."

R.S.,  
c. 233,  
a. 469, am.  
pour la ci-  
té.

**9.** L'article 469 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la cité, par l'article 18 de la loi 10 George VI, chapitre 63, est de nouveau modifié, pour la cité, en y ajoutant, après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

Restau-  
rants am-  
bulants.

"6°a. Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la cité et annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

**9.** Section 469 of the Cities and Towns Act, amended, for the city, by the section 18 of the act 10 George VI, chapter 63, is again amended, for the city, by adding thereto, after paragraph 6, the following paragraph:

R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
city.

"6a. To regulate, limit the number of ambulating restaurants or forbid the operating thereof within the limits of the city and cancel their permit at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the city shall remit a part of the cost of the license, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 485,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**10.** L'article 485 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la cité, par l'article 61 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Évalua-  
tion an-  
nuelle.

"**485.** Les estimateurs doivent, chaque année, à l'époque et en la manière ordonnées par le conseil, dresser un rôle d'évaluation des biens imposables et non imposables de la cité, suivant leur valeur réelle.

Entrées  
au rôle.

Doivent être portés au rôle, en autant de colonnes distinctes:

1. Le numéro d'ordre de toute inscription faite au rôle;

2. Les nom, prénom, occupation et résidence de tout propriétaire d'immeuble; si le propriétaire est inconnu, les estimateurs devront l'indiquer;

3. Les numéros civiques de la rue où ces immeubles sont situés;

4. Le numéro cadastral, en faisant l'estimation de chaque immeuble séparément, excepté cependant lorsqu'un bâtiment est érigé sur plusieurs lots de terre ou lorsque plusieurs lots de terre possédés par le même propriétaire ne forment qu'une seule et même exploitation, auquel cas le tout peut être estimé comme un seul immeuble;

5. La valeur réelle de tout immeuble porté au rôle;

6. Le revenu annuel ou la valeur annuelle de tout immeuble porté au rôle; le greffier des estimateurs doit inscrire au rôle d'évaluation ou sur un rôle spécial

**10.** Section 485 of the Cities and Towns Act, replaced, for the city, by section 61 of the act 25-26 George V, chapter 124, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 485, re-  
placed for  
city.

"**485.** The assessors shall each year, at the time and in the manner ordered by the council draw up a valuation roll of the taxable and non taxable property of the city according to their real value.

Annual  
valuation.

Shall be entered on the roll, in as many distinct columns:

Entries on  
roll.

1. The serial number of every entry made on the roll;

2. The name, surname, occupation and residence of every property owner; if the proprietor is non known, the assessor shall so state;

3. The civic numbers of the street where such immoveables are located;

4. The cadastral number, by assessing the value of each immoveable separately, except however when a building is erected on several lots of land or when several lots of land owned by the same proprietor form one and the same undertaking, in which case the whole may be estimated as one immoveable;

5. The real value of every immoveable entered on the roll;

6. The annual revenue or the annual value of every immoveable entered on the roll; the assessors' clerk must enter on the valuation roll or on a special roll the



le nom des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux;

7. La valeur réelle des bâtisses non imposables;

8. La valeur réelle des terrains non imposables;

9. La valeur totale des immeubles non imposables;

10. La valeur moyenne des fonds de marchandises.

Fixation  
de la va-  
leur an-  
nuelle.

Lorsque le loyer convenu pour une propriété n'en représente pas la valeur annuelle, les estimateurs portent au rôle la valeur annuelle véritable, qui seule sert de base à l'imposition de la taxe sur les locataires et occupants."

S.R.,  
c. 233,  
a. 485a,  
aj. pour la  
cit.

**11.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 485, le suivant:

Experts.

"**485a.** Le conseil pourra, par résolution, adjoindre des experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces derniers à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la cité ou de certaines catégories d'iceux.

Effet ré-  
troactif.

La présente disposition est censée être en vigueur depuis le 1er mai 1949."

1946, c. 63,  
aa. 19, 20,  
ab.

**12.** Les articles 19 et 20 de la loi 10 George VI, chapitre 63, sont abrogés.

S.R.,  
c. 233,  
a. 486, ab.  
pour la ci-  
té.

**13.** L'article 486 de la Loi de cités et villes est exclu de la présente charte.

1946, c. 63,  
a. 21, ab.

**14.** L'article 21 de la loi 10 George VI, chapitre 63, est abrogé.

S.R.,  
c. 233,  
a. 496,  
remp.  
pour la ci-  
té.

**15.** L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Audition  
des plain-  
tes.

"**496.** Le conseil, à sa première séance générale après l'expiration des quinze jours mentionnés en l'article 494, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.

Décision.

Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment reçu par son président, ainsi que les estimateurs, s'ils désirent être entendus, et les témoins produits de la part de la cité, le conseil

names of the tenants and the amount of annual rent paid by each of them;

7. The real value of the non-taxable buildings;

8. The real value of the non-taxable lands;

9. The total value of the non-taxable immoveables;

10. The average value of the stock-in-trade.

When the rent agreed upon for a property does not represent the annual value thereof, the assessors shall enter on the roll the real annual value, which alone shall serve as a basis for the imposition of the tax on the tenants and occupants."

Deter-  
mining  
annual  
value.

**11.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 485, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 485a,  
added,  
for city.

"**485a.** The council may, by resolution, appoint experts with a view of counselling and helping the assessors to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the city or of certain categories of such property.

Experts.

This provision is deemed to be in force since the 1st of May, 1949."

Retroac-  
tive effect.

**12.** Sections 19 and 20 of the act 10 George VI, chapter 63, are repealed.

1946, c. 63,  
ss. 19, 20,  
repealed.

**13.** Section 486 of the Cities and Towns Act is excluded from the present charter.

R.S.,  
c. 233,  
s. 486, re-  
pealed for  
city.

**14.** Section 21 of the act 10 George VI, chapter 63, is repealed.

1946, c. 63,  
s. 21, re-  
pealed.

**15.** Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 496, re-  
placed for  
city.

"**496.** The council, at the first general sitting after the expiration of the fifteen days mentioned in section 494, shall take into consideration and decide the complaints made under section 495.

Hearing  
com-  
plaints.

After having heard the parties and their witnesses under oath administered by its presiding officer, as well as the assessors if they wish to be heard, and the witnesses produced on behalf of the city, the council

Decisions.

maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste."

shall maintain or alter the roll, as it may deem just."

S.R.,  
c. 233,  
a. 500a,  
aj. pour  
la cité.

**16.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 500, le suivant;

**16.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 500, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 500a,  
added,  
for city.

Correc-  
tion d'er-  
reur.

**"500a.** Si, après l'homologation du rôle d'évaluation, une erreur sérieuse est découverte dans ledit rôle, le conseil peut, sur rapport de ses estimateurs et après examen de la plainte de tout intéressé, ordonner par résolution la correction de cette erreur dans ledit rôle et dans le rôle général ou spécial de perception pour l'année alors courante, avec effet rétroactif à compter de la date de l'avis du trésorier à l'effet que le rôle général ou spécial de perception a été complété.

**"500a.** If, after the valuation roll has been homologated, a serious error is discovered in the roll, the council may, on report from its assessors and after examination of the complaint of any interested person, order by resolution the correction of such error in the said roll and in the general or special collection roll for the then current year, with retroactive effect as from the date of a notice by the treasurer to the effect that the general or special collection roll has been completed.

Correc-  
tion of  
errors.

Avis.

Toutefois, aucune correction ne peut être faite avant qu'un avis d'au moins huit jours ait été donné à l'intéressé de la date à laquelle la correction projetée sera prise en considération par le conseil.

However, no correction may be made unless a notice of at least eight days has been given to the interested person of the date on which the proposed correction shall be given consideration by the council.

Notice.

Plainte.

Dans cet intervalle, tout intéressé croyant devoir s'objecter à la correction projetée peut donner un avis écrit au greffier contenant les motifs de sa plainte.

Within such interval, anyone interested believing he has cause to object to the proposed correction may give written notice to the clerk, setting forth his reasons for complaint.

Com-  
plaint.

Erreur de  
numéro.

Si une erreur a été faite uniquement quant au numéro de cadastre d'un immeuble, la correction de cette erreur peut se faire en tout temps aux rôles d'évaluation et de perception avec le même effet que si l'erreur ne s'était pas produite."

If an error has been made only as to the cadastral number of an immoveable, the correction of such error may be made at any time on the valuation and collection rolls with the same effect as if the error had not been made."

Error in  
number.

1935,  
c. 124,  
ss. 65, 66,  
ab.

**17.** Les articles 65 et 66 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, sont abrogés.

**17.** Sections 65 and 66 of the act 25-26 George V, chapter 124, are repealed.

1935,  
c. 124,  
ss. 65, 66,  
repealed.

S.R.,  
c. 233,  
a. 523a,  
aj. pour la  
cité.

**18.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 523, le suivant:

**18.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 523, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 523a,  
added,  
for city.

Vendeur à  
réméré.

**"523a.** Cependant, est exempt de la taxe locative, tout vendeur d'un immeuble à réméré, déjà assujéti à une taxe foncière et ce, jusqu'à la date du rachat dudit immeuble, ou jusqu'à ce que l'acheteur ait acquis un titre définitif, pourvu toutefois que cette exemption ne bénéficie qu'au vendeur pour la totalité ou la partie de l'immeuble vendu personnellement occupée par ce dernier."

**"523a.** However, the seller of an immoveable, by sale subject to the right of redemption, already subject to the land tax, shall be exempt from the tenants' tax, until the date of the redemption of said immoveable or until the buyer has acquired a definite title, provided however that such exemption does benefit the seller only, for the whole or part of the immoveable sold, personally occupied by the latter."

Seller.

S.R.,  
c. 233,  
a. 526c,  
aj. pour la  
citée.

**19.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 526b, édicté, pour la cité, par l'article 7 de la loi 12 George VI, chapitre 57, le suivant:

Mode  
d'imposi-  
tion de  
certaines  
taxes.

**"526c.** La cité pourra imposer et prélever les droits annuels ou taxes mentionnés à l'article 526 dans les cas suivants:

Dans le cas de commerce de gazoline au détail, sur le nombre de pompes à gazoline; dans le cas de salle de billard ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas d'un salon de barbier, sur le nombre de chaises servant au métier de barbier; dans le cas de salon de coiffure, sur le nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures automobiles de promenade (drive yourself), sur le nombre de voitures servant audit louage; dans le cas de service de camionnage, sur le nombre de camions; dans le cas de salle de quilles, sur le nombre d'allées de quilles.

Partie de  
la charte.

Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la cité."

Actes va-  
lidés.

**20.** Sont déclarés valides et légaux les actes suivants auxquels la cité est partie, savoir:

1. Cession par l'honorable F.-O. Dugas et Mme Samuel Vessot à la Corporation de la ville de Joliette, reçue devant Me C.-G.-H. Beaudoin, notaire, le 9 décembre 1912, enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, sous le No 38,125.

2. Vente par Victor Joannette à la Cité de Joliette, reçue devant Me Romulus Joly, notaire, le 26 février 1937, enregistrée au bureau d'enregistrement susdit, sous le No 64,657.

3. Échange entre la Cité de Joliette et l'honorable Lucien Dugas & al, reçu devant Me Armand Lavallée, notaire, le 8 avril 1946, enregistré au bureau d'enregistrement susdit, sous le No 78,188.

Entrée en  
vigueur.

**21.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**19.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 526b, enacted, for the city, by section 7 of the act 12 George VI, chapter 57, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 526c,  
added, for  
city.

**"526c.** The city may impose and levy the annual dues or taxes mentioned in section 526 in the following cases:

Mode of  
imposing  
certain  
taxes.

In the case of a retail gasoline trade, on the number of gasoline pumps; in the case of billiard or pool rooms, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in the barber's trade; in the case of haidressing parlours, on the number of chairs used in the hair-dresser's trade; in the case of hire of automobiles for pleasure (drive yourself), on the number of vehicles used for said hiring; in the case of trucking services, on the number of trucks; in the case of bowling alleys, on the number of alleys.

The provisions of this section have always formed part of the city charter."

Part of  
charter.

**20.** Are declared valid and legal the following deeds, to which the city is a part, to wit:

Deeds ra-  
tified.

1. Transfer by the Honourable F. O. Dugas and Madam Samuel Vessot to the corporation of the town of Joliette, made before Mr. C. G. H. Beaudoin, notary, on December 9th, 1912, registered in the registry office of the county of Joliette, under No. 38,125.

2. Sale by Victor Joannette to the city of Joliette, made before Me Romulus Joly, notary, on February 26th, 1937, registered in the aforesaid registry office, under No. 64,657.

3. Exchange between the city of Joliette and the Honourable Lucien Dugas & al., made before Me Armand Lavallée, notary, on April 8th, 1946, registered in the aforesaid registry office, under No. 78,188.

**21.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.